

ÉCHANGE DE NOTES (29 AVRIL ET 5 MAI 1947) ENTRE LE CANADA
 ET LA FRANCE COMPORTANT UN ACCORD SUR L'INDENNISATION
 POUR DOMMAGES DE GUERRE (EXCHANGE OF NOTES BETWEEN
 CANADA AND FRANCE CONSTITUTING AN AGREEMENT ON
 DAMAGE COMPENSATION)

Le Ministère des Affaires étrangères de France
 à l'Ambassade du Canada en France
 The Ministry of Foreign Affairs of France
 Ministère des Affaires étrangères

Paris, le 29 avril 1947. (initiales)

Par une note N° 373 en date du 29 avril 1947, l'Ambassade du Canada
 a bien voulu demander que les ressortissants canadiens soient appelés à dé-
 clarer les biens et valeurs mobilières qu'ils possèdent en France et en
 Algérie. Le Gouvernement français a répondu par une note en date du
 5 mai 1947, dans laquelle il a déclaré que les biens et valeurs mobilières
 des ressortissants canadiens en France et en Algérie sont protégés par
 la Convention de La Haye du 5 octobre 1954 sur le conflit de lois en
 matière de droit international privé. Le Gouvernement français a également
 déclaré que les biens et valeurs mobilières des ressortissants canadiens
 en France et en Algérie sont protégés par la Convention de La Haye
 du 5 octobre 1954 sur le conflit de lois en matière de droit international
 privé. Le Gouvernement français a également déclaré que les biens et
 valeurs mobilières des ressortissants canadiens en France et en Algérie
 sont protégés par la Convention de La Haye du 5 octobre 1954 sur le
 conflit de lois en matière de droit international privé. Le Gouverne-
 ment français a également déclaré que les biens et valeurs mobilières
 des ressortissants canadiens en France et en Algérie sont protégés
 par la Convention de La Haye du 5 octobre 1954 sur le conflit de lois
 en matière de droit international privé. Le Gouvernement français a
 également déclaré que les biens et valeurs mobilières des ressortissants
 canadiens en France et en Algérie sont protégés par la Convention de
 La Haye du 5 octobre 1954 sur le conflit de lois en matière de droit
 international privé. Le Gouvernement français a également déclaré que
 les biens et valeurs mobilières des ressortissants canadiens en France
 et en Algérie sont protégés par la Convention de La Haye du 5 octobre
 1954 sur le conflit de lois en matière de droit international privé.

III

L'Ambassade du Canada en France
 au Ministère des Affaires étrangères de France

(initiales)
 AMBASSADEUR DU CANADA
 (ESBARRAS NAJANANAN)

Paris, le 5 mai 1947.

L'Ambassade du Canada présente ses compliments au Ministère des
 Affaires étrangères de France et a l'honneur de lui adresser la présente
 note en réponse à la note N° 373 en date du 29 avril 1947, par laquelle
 le Gouvernement français a déclaré que les biens et valeurs mobilières
 des ressortissants canadiens en France et en Algérie sont protégés
 par la Convention de La Haye du 5 octobre 1954 sur le conflit de lois
 en matière de droit international privé. Le Gouvernement français a
 également déclaré que les biens et valeurs mobilières des ressortissants
 canadiens en France et en Algérie sont protégés par la Convention de
 La Haye du 5 octobre 1954 sur le conflit de lois en matière de droit
 international privé. Le Gouvernement français a également déclaré que
 les biens et valeurs mobilières des ressortissants canadiens en France
 et en Algérie sont protégés par la Convention de La Haye du 5 octobre
 1954 sur le conflit de lois en matière de droit international privé. Le
 Gouvernement français a également déclaré que les biens et valeurs
 mobilières des ressortissants canadiens en France et en Algérie sont
 protégés par la Convention de La Haye du 5 octobre 1954 sur le
 conflit de lois en matière de droit international privé. Le Gouverne-
 ment français a également déclaré que les biens et valeurs mobilières
 des ressortissants canadiens en France et en Algérie sont protégés
 par la Convention de La Haye du 5 octobre 1954 sur le conflit de lois
 en matière de droit international privé. Le Gouvernement français a
 également déclaré que les biens et valeurs mobilières des ressortissants
 canadiens en France et en Algérie sont protégés par la Convention de
 La Haye du 5 octobre 1954 sur le conflit de lois en matière de droit
 international privé. Le Gouvernement français a également déclaré que
 les biens et valeurs mobilières des ressortissants canadiens en France
 et en Algérie sont protégés par la Convention de La Haye du 5 octobre
 1954 sur le conflit de lois en matière de droit international privé.